

Wiki n°25 : Comment améliorer la gouvernance des finances publiques dans un contexte multi-crisés¹ ?

La succession et la multiplication des crises remettent en question les équilibres financiers de l'Etat à court et moyen termes. Elle pose, également, les questions de la gouvernance des finances publiques et de son adéquation, avec un monde dont l'imprévisibilité est désormais une caractéristique majeure.

Dépasser la vision court-termiste des finances publiques

Les crises successives mettent en question les équilibres financiers de l'Etat et la gouvernance des finances publiques. La réforme des finances publiques devient une priorité, en particulier face à l'imprévisibilité croissante du monde. Il est crucial de dépasser la vision à court terme des finances publiques en optant pour une programmation pluriannuelle, même si la prévision n'est pas suffisante dans un contexte de multi-crisés. Le Maroc, par exemple, a adopté une loi organique en 2015 pour renforcer la gestion budgétaire, mais la question de l'horizon temporel optimal reste ouverte.

A ce propos, il semble utile de préciser que la prévision, qui est nécessaire pour une programmation budgétaire à court terme, n'est pas suffisante dans un contexte de multi-crisés dans la mesure où elle ne permet ni de réfléchir aux conséquences des tendances en cours ni de détecter les ruptures, les signaux faibles, les opportunités et les risques. La prévision consiste à définir un plan d'action en fonction d'un seul futur possible là où la prospective tend à imaginer plusieurs scénarios en fonction des futurs possibles et à ajuster les choix en fonction de ce qui advient dans les faits.

Assurer la soutenabilité de la dette publique à moyen et long terme

Bien que la dette publique ait atteint des niveaux élevés dans certains pays, la soutenabilité dépend de la capacité à en assurer le service. Le Maroc, en l'absence de mécanismes régionaux, doit se concentrer sur la gestion de sa dette en adoptant une approche stratégique pour éviter l'endettement excessif. L'exemple de l'Office for Budget Responsibility au Royaume-Uni peut inspirer des mesures similaires pour surveiller la soutenabilité des finances publiques.

¹ Intervention de M. Mohammed Tawfik MOULINE, Directeur Général de l'IRES, à l'occasion de la 15^{ème} édition du Colloque international des finances publiques, organisé par la Trésorerie Générale du Royaume en partenariat avec l'Association pour la Fondation Internationale de Finances Publiques, décembre 2022

Accélérer la transformation digitale en matière de finances publiques

L'imprévisibilité des crises impose une adaptation rapide, ce qui nécessite une transformation digitale des finances publiques. La digitalisation peut renforcer l'agilité, la transparence et la lutte contre la corruption, tout en ouvrant de nouvelles sources de recettes fiscales grâce à l'économie numérique. Dans ce sens, il est nécessaire de former les acteurs des finances publiques aux outils numériques et de renforcer la cybersécurité, en particulier avec des technologies comme la blockchain.

Adapter l'évaluation des politiques publiques financières au climat d'incertitude

L'évaluation des politiques publiques financières est essentielle pour la bonne gouvernance. Depuis la Constitution de 2011, le Maroc a renforcé les mécanismes de contrôle et de transparence, notamment à travers la Cour des Comptes. Pour améliorer l'évaluation des politiques publiques, le pays doit investir dans des systèmes d'information avancés, garantir la qualité des données et consolider les comptes des finances publiques, tout en mettant en place un système d'évaluation des risques liés aux dépenses hors budget.

En somme, dans un mode de multi-crisis, la gouvernance des finances publiques devrait bénéficier de l'accélération de la digitalisation et s'appuyer sur le développement des capacités d'anticipation et sur la promotion d'une culture de gestion des crises. Plus encline à la concertation et à la coopération, la nouvelle gouvernance pourrait trouver ses fondements dans :

- Le renforcement de l'intelligence collective et le développement de la connaissance factuelle afin de mieux cerner les priorités et de mutualiser les ressources au profit d'une plus grande efficacité,
- L'agilité de l'administration et des autres organes publics, en favorisant l'expérimentation, le pragmatisme, les méthodes efficaces de gestion des projets inspirées des règles du management privé, la subsidiarité participative, ...
- L'abandon, dans la gestion de la dépense publique, de l'approche en silo au profit d'une approche nexus pour traiter les différents enjeux de manière synergique.